

Congo Research  
Group



Groupe d'Étude  
sur le Congo



# Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo

Une publication par le Centre de Coopération Internationale

Décembre 2015

Jason K. Stearns et Christoph Vogel



## CONGO RESEARCH GROUP | GROUP D'ETUDE SUR LE CONGO

**Group d'Etude sur le Congo (GEC)** est un projet indépendant, à but non lucratif de recherche dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit – notre premier rapport, par exemple, enquête qui est derrière une série de massacres dans la région de Beni , tandis que d'autres rapports examinent les liens entre les élections et les conflits, et à des groupes armés dans le région des Kivus. Toutes nos recherches est informé par la connaissance historique et sociale profonde du problème à portée de main, et nous investissons souvent des mois de recherche sur le terrain, en parlant avec des centaines de personnes pour produire un rapport.

Nous sommes basés au **Center on International Cooperation** à New York University. Nous publions en anglais et en français.

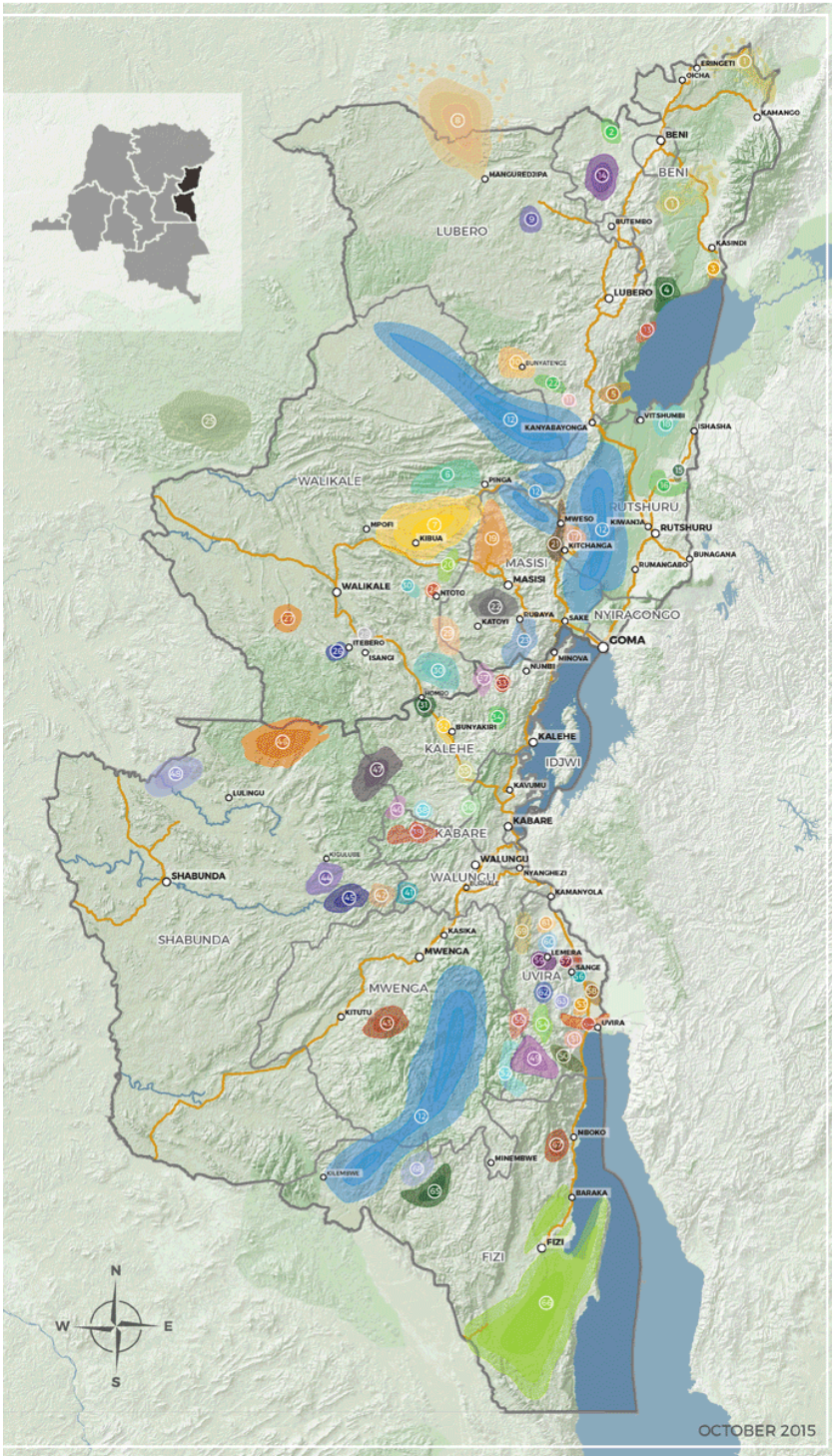
# **Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo**

Jason Stearns et Christoph Vogel

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>Le déclin de l'ingérence des puissances régionales</b>	<b>5</b>
<b>Les points chauds du conflit</b>	<b>6</b>
<b>Fragmentation</b>	<b>7</b>
<b>Annex: Note Méthodologique</b>	<b>8</b>
<b>À propos des auteurs</b>	<b>9</b>
<b>Notes de fin</b>	<b>10</b>





- 1 ADF
- 2 FOLC-Kandanga
- 3 Kasindiens
- 4 Mayi-Mayi Nguru
- 5 MPLC
- 6 NDC-Sheka
- 7 NDC-Guidon
- 8 Mayi Mayi Manu (ex-Morgan)
- 9 FDK
- 10 UPCP-Lafontaine
- 11 UPCP-Damaceni
- 12 FDLR-FOCA
- 13 Mayi-Mayi PRM/PAREM
- 14 Mayi-Mayi Vurundo
- 15 Kambale group (ex-Soki)
- 16 FDLR-RUD
- 17 Nyatura-Domi (ex-Muchoma/Vutura)
- 18 AFAPRM Mayi Mayi Charles (ex-Shetani)
- 19 APCLS
- 20 FDC-Guides
- 21 Nyatura-FDDH
- 22 Nyatura-Delta
- 23 Nyatura-Kalume
- 24 MAC
- 25 Mayi Mayi Simba Kachimuka
- 26 Raia Mutomboki Akilo
- 27 Raia Mutomboki Mirage
- 28 Raia Mutomboki Elenge
- 29 Mayi-Mayi Kifuafua Limenzi
- 30 Mayi-Mayi Kifuafua Delphin
- 31 Raia Mutomboki Shukuru
- 32 Raia Mutomboki Hamakombo
- 33 Raia Mutomboki Musole
- 34 Raia Mutomboki Butachibera
- 35 Raia Mutomboki Mweeke
- 36 Raia Mutomboki Imani Bitaa
- 37 Mayi-Mayi Kirikicho
- 38 Raia Mutomboki Blaise
- 39 Raia Mutomboki Lukoba
- 40 Raia Mutomboki Kashungushungu
- 41 Raia Mutomboki Maheshe
- 42 Raia Mutomboki Ndarumanga
- 43 Mayi-Mayi Nyakiliba
- 44 Raia Mutomboki Mabala
- 45 Raia Mutomboki Makombo
- 46 Raia Mutomboki Takulengwe
- 47 Raia Mutomboki Donat/Ngandu
- 48 Raia Mutomboki Kazimoto (ex-Kikuni)
- 49 Nyamusharaba (ex-Tawimbi)
- 50 Mayi-Mayi Toto
- 51 Mayi-Mayi Fujo
- 52 LDF Hauts Plateaux
- 53 Mayi-Mayi Nyerere
- 54 Mayi-Mayi Mushombe
- 55 Mayi-Mayi Mahoro
- 56 Mayi-Mayi Karakara/Amuse-Gueulle
- 57 Mayi-Mayi Simusizi
- 58 Mayi-Mayi Gere-Kilolo
- 59 LDF Intervention
- 60 LDF Moliere
- 61 LDF Mahinduzi
- 62 LDF Santos
- 63 LDF Kashumba
- 64 FNL-Nzabampema
- 65 Mayi-Mayi Mulumba
- 66 Mayi-Mayi Yakutumba
- 67 Mayi-Mayi Bwasakala/Reunion (FPC)
- 68 Mayi-Mayi MDLC (Chochi/Yenga)
- 69 Rushombo Group

An essay explaining key trends in armed mobilization and our methodology can be found at [www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org) and [www.christophvogel.net](http://www.christophvogel.net)

---

## CARTOGRAPHIE DES GROUPES ARMÉS DANS L'EST DU CONGO

Il y a deux ans, les forces armées congolaises ont célébré une victoire historique contre la rébellion du M23, faisant naître l'espoir que le cycle de la violence dans l'est du Congo était en train de diminuer. Aujourd'hui, néanmoins, au moins soixante-dix groupes armés sont actifs dans l'est du Congo, et environ 1,6 millions de personnes sont toujours déplacées. Les différentes approches adoptées par le gouvernement congolais et ses partenaires étrangers—y compris le programme de stabilisation, des efforts de démobilisation et de réforme du secteur de la sécurité—ont produit peu de résultats.

Qui sont ces groupes armés? Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a cartographié environ soixante-dix groupes armés ainsi que leurs zones d'influence dans le Nord et le Sud-Kivu, en se basant sur des recherches effectuées sur le terrain (pour des cartes antérieures sur lesquelles cette recherche est basée, voir [ici](#)). La plupart de ces groupes sont de taille réduite, ne comptant pas plus de 200 éléments, généralement recrutés sur une base ethnique.

### LE DÉCLIN DE L'INGÉRENCE DES PUISSANCES RÉGIONALES

La disparition du M23 a marqué le niveau le plus bas de l'ingérence des puissances régionales dans l'est du Congo. Pour la première fois depuis 1996, le gouvernement rwandais ne dispose pas d'un allié sérieux dans la zone. Ainsi quand bien même le Rwanda voudrait à nouveau intervenir, cela ne lui serait guère facile. Même si des Tutsi et Hutu congolais occupent des postes importants au sein des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), beaucoup d'entre eux expriment aujourd'hui un profond ressentiment à l'égard de Kigali. Les peu de groupes armés rwandophones qui restent, comme les groupes de Nyatura ou Nyamusharaba, sont très petits de taille, pas très actifs, ou s'opposent à Kigali.

Ce recul de la dimension régionale du conflit est aussi perceptible dans la rhétorique des groupes armés encore actifs. Alors que par le passé c'était le discours anti-tutsi et le sentiment anti-rwandais qui étaient au cœur de la démarche de ces groupes armés, aujourd'hui, les attaques sont plutôt dirigées contre le gouvernement de Kinshasa.

En dépit de ces développements, il reste que les groupes armés les plus forts et les plus perturbateurs à ce jour dans l'est du Congo sont essentiellement étrangers. C'est le cas des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) qui sont de loin le plus grand groupe armé, à la fois en termes du nombre des éléments et de la répartition géographique. Les FDLR maintiennent ainsi un degré élevé d'influence—soit seuls, soit avec l'armée ou d'autres milices, soit encore avec l'administration publique—dans des parties importantes des territoires de Walikale, Lubero, Rutshuru, Masisi (Nord-Kivu), Uvira, Mwenga et Fizi (Sud-Kivu).

Bien qu'il existe des déclarations contradictoires concernant la force du groupe, beaucoup de chercheurs avancent un chiffre situé entre 1.000 et 2.500 éléments, soit plusieurs fois plus grand que tout autre groupe armé dans l'Est de la RDC. Il reste, cependant, que malgré leur importance, les Fdlr ont été incapables de lancer des raids majeurs au Rwanda depuis 2001. Leur importance par rapport au Rwanda est donc plus symbolique, alors que beaucoup de leurs dirigeants étaient membres de l'armée rwandaise à l'époque du président Juvénal Habyarimana et avaient contribué à l'organisation du génocide de 1994.

En plus des FDLR, deux autres groupes armés étrangers continuent d'opérer dans les Kivus. Il s'agit des Forces alliées démocratiques ougandaises (ADF) et de l'aile Nzabampema des Forces nationales de libération du Burundi (FNL). Les deux groupes sont de petite

---

taille, le premier ne dépassant pas 300 éléments et le deuxième probablement la moitié de cela. Les ADF ont été un acteur clé dans une série de massacres autour de la ville de Beni, sans doute les pires violences que le pays a connues depuis une décennie. Il est cependant important de souligner que le groupe, dont le commandant Jamil Mukulu a été arrêté cette année, a largement abandonné son ambition de renverser le gouvernement ougandais. Il s'est en revanche ancré dans des dynamiques locales de violence, relativisant du coup son statut de groupe armé d'origine étrangère.

De leur côté, les FNL Nzabampema constituaient un groupe marginal jusqu'au début de cette année. Ils sont beaucoup plus impliqués dans le vol de bétail et les raids transfrontaliers à partir de leur base dans la plaine de la Ruzizi. Cependant--et c'est là où la caractéristique régionale pourrait s'inverser--la récente escalade dans le conflit au Burundi a vu la remobilisation de nombreux combattants de l'ex-FNL dans la province de Bujumbura Rural, avec tous les risques d'une intensification des crises transfrontalières, quoique probablement à travers des autres groupes encore mal définis.

## LES POINTS CHAUDS DU CONFLIT

Comme la carte l'indique, les groupes armés sont disséminés à travers les hauts plateaux kivutiens. Ils sont beaucoup moins présents dans zones de basse altitude peu peuplées à l'ouest--celles de Mwenga et de Shabunda en sont l'illustration. La plupart des combats se déroulent dans d'autres domaines qui voient s'affronter une variété de groupes armés, ou lorsque les FARDC mènent des opérations militaires. Plusieurs de ces points chauds peuvent être identifiés :

- La frontière entre Walikale et Masisi : neuf différents groupes armés sont regroupés dans ce périmètre, lequel a également fait l'objet de récentes opérations Sukola II des FARDC, à la fois contre les FDLR et l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS). La même frontière a également été le théâtre des combats au sein de Nduma Defence of Congo (NDC), un groupe armé ayant éclaté en deux ailes dirigées par les commandants Guidon et Sheka, qui se sont affrontés à plusieurs reprises ; entre le NDC et l'APCLS, le NDC et les FDLR, ainsi qu'entre quelques petites milices cristallisées autour des clivages locaux;
- La plaine de la Ruzizi : c'est la zone qui enregistre la plus forte densité de groupes armés au Congo - on peut en compter une quinzaine, y inclus des groupes basés dans le Moyen Plateau surplombant les plaines ; les conflits portent ici sur des différends historiques entre les communautés Barundi, Banyamulenge et Bafuliiro--mais aussi au sein de ces communautés--par rapport à la terre et au pouvoir local; ces derniers conflits sont généralement attisés ou instrumentalisés par les élites politiques à Uvira et à Bukavu;
- Les offensives des FARDC : les pires déplacements des populations dans les Kivus surviennent généralement dans les zones où l'armée nationale mène des activités de contre-insurrection. Cela est actuellement le cas dans les contreforts des montagnes Ruwenzori et de Beni (opération Sukola I), mais aussi à la frontière de Masisi, Walikale et Rutshuru dans le cadre de l'opération Sukola II.

---

## FRAGMENTATION

La tendance la plus évidente aujourd'hui parmi les groupes armés est la fragmentation. Bien qu'il n'y ait pas eu d'exercices de cartographie similaires dans le passé, selon les estimations congolaises et des Nations Unies, il n'y avait probablement pas plus de vingt groupes armés dans les Kivus en janvier 2008.<sup>1</sup>

Comme d'autres chercheurs l'ont affirmé<sup>2</sup>, plusieurs facteurs ont conduit à la prolifération des groupes armés. Premièrement, le manque de solutions de rechange. Ainsi l'échec ou l'absence des programmes de démobilisation ont provoqué l'éclatement des groupes armés en plusieurs factions et engendré des dilemmes de sécurité au niveau local. Le fait est que la plupart des groupes armés n'ont jamais été très cohésifs. De sorte qu'au fil du temps, l'absence d'une véritable pression militaire, le vaste étendue où ils sont déployés, ainsi que l'échec du gouvernement à offrir à leurs membres des moyens de subsistance alternatifs ont conduit les groupes armés à se scinder en plusieurs factions. Presque tous les groupes existants aujourd'hui--certains groupes Raia Mutomboki étant une exception à cette règle--sont en réalité des factions des précédents.<sup>3</sup>

Ces dynamiques ont été aggravées par les développements politiques apportés, aussi ironique que cela puisse paraître, par le processus de paix. L'Accord global et inclusif de 2002, qui a marqué le début d'un gouvernement de transition, ensemble avec une série d'initiatives de démobilisation et réintégration militaire, ont contribué à une fragmentation de la scène politique, qui a à son tour reproduit le même phénomène au sein des groupes armés. Pendant que parlements provinciaux et nationaux étaient créés, les partis politiques de leur côté se multipliaient. Certains de leurs dirigeants ont eu recours à des groupes armés comme moyen pour intimider leurs rivaux et renforcer leur réputation d'hommes forts, transformant du coup la violence en moyen de pression politique. Ces développements ont conduit à une escalade de la violence du fait que les politiciens comme les communautés locales s'organisaient pour répondre à la violence par la violence, posant un dilemme sécuritaire abondamment alimenté par la course au leadership local.<sup>4</sup>

Au même moment, le processus de paix a forgé une armée hétéroclite constituée d'anciens belligérants. Le gouvernement a utilisé l'armée sur une base clientéliste pour coopter des éléments issus d'anciennes rébellions, mais pour récompenser des officiers loyalistes en leur offrant des postes juteux dans l'est du pays.<sup>5</sup> Cette approche a poussé régulièrement les officiers mécontents à exprimer leur mécontentement par des défections, souvent soutenues par des politiciens opportunistes, et dont l'objectif principal était de négocier de meilleures positions. Cette dynamique a été à la base de la prolifération des groupes armés.<sup>6</sup>

Cette instrumentalisation de la violence a eu tendance à baisser après les élections de 2011. Le gouvernement avait alors décidé de cesser de négocier en masse avec des groupes armés--posant comme principe que les groupes armés ne soient plus récompensés par des positions et des paiements en espèces. Même si le gouvernement n'a pas toujours respecté son propre principe--les négociations avec le FRPI et les Mai-Mai Yakutumba sont des exemples--il semble que l'armée ne sert plus de porte tournante pour l'intégration des rebellions. Pour autant, il est possible que cela aussi renforce la fragmentation, dans la mesure où, en perdant leur autorité comme négociateurs avec le gouvernement, les leaders soient défier par leur camarades.

En définitive, il y a lieu de retenir que la persistance des conflits locaux a fourni un terrain fertile à la prolifération et à la mobilisation des groupes armés. Leurs conflits, souvent suscités par des luttes pour la succession ou l'occupation des terres coutumières, ont souvent été politisés par les élites régionales.<sup>7</sup>



---

## LA MONTÉE DE L'APPROCHE MILITAIRE

Alors qu'il est encourageant de voir venir la fin d'incessantes négociations<sup>9</sup> entre Kinshasa et les groupes armés<sup>8</sup>, le résultat a été une approche purement militaire au conflit par le gouvernement congolais et par la Monusco. Malgré le déploiement de deux tours d'un programme de stabilisation, le gouvernement et ses partenaires étrangers ont été incapables de susciter un cycle vertueux de développement économique dans la partie rurale des Kivus qui pourrait inciter les dirigeants locaux à investir dans la stabilité plutôt que dans le conflit. Au même moment, il faut constater que le gouvernement a tardé à sanctionner ses officiers militaires impliqués dans le soutien des groupes armés, de la même manière qu'il a traîné les pieds dans la mise en œuvre de son nouveau plan de démobilisation.

Au total, on a adopté une stratégie militaire pour les Kivus qui ne bénéficie pas d'un accompagnement diplomatique adéquat pour consolider la paix.

## ANNEX: NOTE MÉTHODOLOGIQUE

La cartographie des groupes armés non étatiques est une tâche délicate qui comportera inévitablement des imprécisions<sup>10</sup>, surtout que de nouveaux groupes armés surgissent chaque mois, et que leurs déploiements fluctuent constamment. Le but ici est d'informer le public le plus large possible, et davantage les décideurs, mais aussi d'entretenir un échange fructueux d'information sur la complexité à la fois du conflit lui-même et de l'activité des groupes armés dans l'est du Congo. Nous accueillerons, par conséquent, favorablement les commentaires et les critiques. Ces derniers nous aideront, en effet, à améliorer la prochaine version mise à jour.

Cette carte est le résultat des recherches de terrain menées par un réseau de chercheurs basés à Uvira, Bukavu, Goma et Butembo. Elle a bénéficié de plusieurs séries d'examen internes et externes par des experts sur la dynamique des conflits dans la région.

### Quelques commentaires supplémentaires:

- La carte est limitée au Nord et au Sud Kivu;
- Nous montrons des «zones d'influence» plutôt que le contrôle absolu des groupes armés. Alors que certains groupes exercent un contrôle effectif sur une zone, d'autres peuvent être en mesure d'exercer une influence substantielle sur des zones plus larges, tout en manquant le plein contrôle sur ces zones. Dans les zones d'influence, nous incluons les deux types d'influence. L'étendue de la zone d'influence ne correspond pas nécessairement à la force du groupe;
- Le conflit dans les Kivus est dynamique et une telle cartographie sera rapidement obsolète. Cette carte représente la situation observable en octobre 2015;



- 
- Nous ne pouvons pas tenir compte de certains acteurs armés. Tous les groupes inclus dans cette cartographie répondent aux critères suivants: une auto-perception comme groupe armé, une direction identifiable, une structure approximative ainsi que l'existence de combattants et d'armes. Alors que le banditisme est en hausse dans certaines parties du Kivu - notamment autour de Beni, Lubero et Rutshuru, ainsi qu'entre ces territoires, nous ne considérons cependant pas ces acteurs comme des groupes armés. Néanmoins, nous avons inclus des acteurs allant des micro-milices avec pas plus de 10 à 20 combattants aux groupes sophistiqués tels que les FDLR.

## À PROPOS DES AUTEURS

**Jason K. Stearns** is the director of the Congo Research Group at the **Center on International Cooperation**, New York University.

**Christoph Vogel** is a PhD candidate at the University of Zürich and a fellow at the Congo Research Group.

---

## NOTES DE FIN

<sup>1</sup>Jason Stearns, "North Kivu: The background to conflict in North Kivu province of eastern Congo", Rift Valley Institute, 2012.

<sup>2</sup>Judith Verweijen and Claude Iguma Wakenge, "The fragmentation of the armed group landscape in the eastern DRC," Rift Valley Institute, 2015.

<sup>3</sup>Christoph Vogel, "Contested statehood, security dilemmas and militia politics: The rise and transformation of Raia Mutomboki in eastern DRC," *L'Afrique des Grand Lacs: Annuaire*, 2013.

<sup>4</sup>Timothy Raeymaekers, "Post-war Conflict and the Market for Protection: The Challenges to Congo's Hybrid Peace," *International Peacekeeping*, 2013.

<sup>5</sup>Maria Eriksson Baaz and Judith Verweijen, "Between Integration and Disintegration: The Erratic Trajectory of the Congolese Army1," Social Science Research Council, 2013.

<sup>6</sup>Jason Stearns, Maria Eriksson Baaz and Judith Verweijen, "The national army and armed groups in the eastern Congo: Untangling the Gordian knot of insecurity," Rift Valley Institute, 2013.

<sup>7</sup>Koen Vlassenroot, "South Kivu: Identity, territory, and power in the eastern Congo," Rift Valley Institute, 2013.

<sup>8</sup>Pierre Englebert and Denis Tull, "Contestation, négociation et résistance: L'état congolais au quotidien," *Politique Africaine*, 2013

<sup>9</sup>Hugo de Vries, "Going around in circles: Peacekeeping and stabilization in Congo," Clingendael Institute, 2015

<sup>10</sup>Stephen Ellis and Janet MacGaffey, "Research on Sub-Saharan Africa's Unrecorded International Trade: Some Methodological and Conceptual Problems," *African Studies Review*, 1996.



Congo Research  
Group



Groupe d'Étude  
sur le Congo

Congo Research Group (CRG) is an independent, non-profit research project dedicated to understanding the violence that affects millions of Congolese. All of our research is informed by deep historical and social knowledge of the problem at hand, and we often invest months of field research, speaking with hundreds of people to produce a report.



@GEC\_CRG

[congoresearchgroup.org](http://congoresearchgroup.org)

Center on International Cooperation  
726 Broadway, Suite 543  
New York, NY 10003  
[cic.nyu.edu](http://cic.nyu.edu)